



BUREAU SOUS-RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

ECA-WA/ADHOC/2013/01
Texte original: Anglais

**RÉUNION AD HOC DU GROUPE DES EXPERTS SUR LE
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PAYS OUEST-AFRICAINS EN
ÉCONOMIE VERTE EN VUE DE L'ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

14 - 15 Mars 2013

**Novotel
Abidjan, CÔTE D'IVOIRE**

RAPPORT DE LA RÉUNION

1 Introduction

1. Le Bureau de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, a organisé *une réunion ad hoc du groupe des experts sur le renforcement des capacités des pays ouest-africains en économie verte pour l'atténuation des changements climatiques, du 14 au 15 mars 2013 à Abidjan (Côte d'Ivoire)*. L'objectif de la réunion était de permettre aux experts sous-régionaux de faire le point des possibilités et des problèmes liés à la transition vers une économie verte dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, en mettant particulièrement l'accent sur les secteurs de l'agriculture, l'industrie, l'énergie, des mines et des services.

2 Participation

2. La réunion a regroupé les experts des États membres suivants: Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Étaient aussi représentées les institutions ci-après: la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Centre africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ACMAD), la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'Autorité du Liptako Gourma (ALG), le Centre régional pour les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique de la CEDEAO (CEREEC), l'Union du Fleuve Mano (UFM), l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), l'Institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO), l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO), le Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La réunion a également connu la participation des représentants de la société civile et des médias. La réunion s'est déroulée sous la forme de présentations suivies de discussions et recommandations. La liste des participants figure à l'Annexe 2.

3 Cérémonie d'ouverture

3. La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux allocutions : l'allocution de bienvenue du Chargé de bureau de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest, M. Aboubacry Lom, et le discours d'ouverture du Représentant du Gouvernement de la Côte d'Ivoire, et le Directeur de Cabinet du Ministre du Plan, M. Ouei Gueu.

4. Dans l'allocution qu'il a prononcée, le Chargé de bureau de la CEA, Bureau Sous-Régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest a souligné que la tenue de la réunion dans ce pays est l'expression de la confiance, et de l'appui apporté au retour à la normale qui est en bonne voie dans le pays qui sort d'un conflit. Il a exprimé l'espoir que la Côte d'Ivoire assurera de nouveau le rôle de leadership du progrès économique dans la sous-région. Il a rappelé aux participants l'objectif de la réunion, en faisant remarquer que tous les efforts considérables se réduiraient à néant si des dispositions ne sont pas prises pour faire face avec détermination à la menace que fait peser le changement climatique sur la planète. L'économie verte fait partie de l'arsenal des mesures que la sous-région doit mettre en place pour parvenir à appliquer les stratégies d'atténuation et d'adaptation en vue de faire face aux effets néfastes du changement climatique.

5. Le Chargé de Bureau, de la CEA , Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest, a noté avec satisfaction que la problématique du changement climatique de la Conférence internationale de Rio+20 associée aux questions liées à la lutte contre la pauvreté font qu'il existe actuellement davantage de possibilités dans les domaines de la création d'emplois et de la modernisation de l'agriculture, et pour assurer la sécurité alimentaire dans le cadre du paradigme de l'économie verte. Il a ensuite invité les experts à examiner assidûment les raisons qui font que les initiatives actuelles de la sous-région sont en deçà des objectifs de l'économie verte aux niveaux mondial, sous-régional et national. Il a poursuivi en affirmant que la réunion devrait déboucher sur des recommandations claires et réalistes visant à combler le fossé entre les mandats et les pratiques.

6. Le Représentant du Gouvernement de Côte d'Ivoire, M. Gueu, a exprimé sa gratitude envers la CEA pour avoir choisi son pays d'accueillir cette réunion, réaffirmant à cet égard qu'il s'agit là d'une expression de confiance au retour à la normale dans le pays.

7. En ouvrant officiellement la réunion, Mr. Gueu a assuré les experts que les délibérations de cette réunion seront transmises à la Conférence des Ministres qui se tiendra dans le pays du 21 au 26 mars 2013, et que les travaux des experts auront alors de meilleures chances d'être mis en œuvre par les États membres.

4 Election du Bureau

8. La Réunion d'experts a élu le bureau ci-après:

Président: Côte d'Ivoire

Vice-président: Sierra Leone

Rapporteur: Gambie

5 Adoption de l'ordre du jour

9. Les experts ont adopté l'ordre du jour qui figure à l'Annexe 1.

6 1^{ère} session plénière : économie verte: concept et contexte

Evolutions et initiatives récentes pour l'économie verte, y compris Rio+20, à l'échelle mondiale et régionale

10. Le secrétariat a fait une présentation sur les *évolutions et initiatives récentes pour l'économie verte à l'échelle mondiale et régionale*. Le présentateur reconnaît que « l'économie verte » ne fait l'objet d'aucune définition reconnue, mais qu'il existe des aspects communs aux différentes définitions de l'économie verte. Ces aspects sont: l'amélioration de la qualité de vie; l'augmentation des possibilités de revenu et de création d'emplois; une plus grande inclusion et une plus grande justice sociale; l'utilisation efficace et durable des ressources naturelles; la réduction et les mesures d'atténuation des risques environnementaux.

11. Le présentateur a informé la réunion qu'un thème intitulé «Economie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté » a été discuté au cours de la *Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) et l'économie verte*. La CEA, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement ont contribué à faire en sorte que les perspectives africaines soient incorporées dans la déclaration finale de Rio+20. En l'occurrence, la déclaration indique que l'économie verte offre de nouvelles possibilités pour la réalisation des objectifs du développement durable de l'Afrique à travers la croissance économique, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et des inégalités; que l'économie verte est basée sur les objectifs nationaux, sur des impératifs de développement sociaux, économiques et environnementaux et sur la réalisation des engagements en matière de développement durable convenus sur le plan international; qu'il y a des possibilités d'exploitation des avantages comparatifs de l'Afrique pour le développement; que l'économie verte ne peut pas être utilisée pour créer des obstacles au commerce ou pour inclure des éléments de conditionnalité; et que l'économie verte est basée sur les principes de Rio.

12. La présentation a aussi souligné les implications des résultats de Rio+20 pour l'Afrique. Il s'agit notamment de la nécessité de favoriser le développement des capacités en matière d'économie verte ainsi que les paradigmes d'une croissance inclusive et verte, y compris les coûts et les bénéfices; de

faciliter le dialogue pour se mettre d'accord sur une vision et des priorités définies au plan national pour une transition vers l'économie verte et vers la croissance inclusive et verte; et de mettre l'accent sur les efforts à court et moyen terme, sur les secteurs où les stratégies «gagnant-gagnant» peuvent être poursuivies. Le présentateur a ensuite assuré les experts que la CEA, dans le cadre de sa nouvelle réorientation, mènera des activités de recherche approfondie sur les politiques, de production et de partage des connaissances, et fournira des appuis consultatifs aux pays africains sur l'économie verte et sur les politiques et stratégies en matière de croissance inclusive et verte.

13. Le secrétariat de la CEA a fait un deuxième exposé sur le *renforcement des capacités des pays ouest-africains en matière d'économie verte pour l'atténuation au changement climatique*. Le document souligne que l'économie verte est un moyen de parvenir à un développement durable et, si elle est bien mise en œuvre, pourrait relever les défis de l'insécurité alimentaire, du changement climatique, et de la disparité des revenus et des richesses en Afrique de l'Ouest. Le conférencier a de nouveau plaidé en faveur d'une croissance inclusive qui crée des emplois et permet une utilisation judicieuse des ressources naturelles tout en assurant la protection de l'environnement. Il a vivement encouragé les pays de l'Afrique de l'Ouest à participer aux débats actuels sur les changements climatiques, et à faire en sorte que leurs points de vue soient reflétés dans les résolutions multilatérales pertinentes.

14. En guise de conclusion, l'orateur a demandé aux États membres de définir, *entres autres*, une vision politique claire, d'actualiser les politiques à long terme face aux nouveaux problèmes liés aux changements climatiques, d'intégrer les stratégies en faveur de l'économie verte dans les stratégies de développement au niveau local, national et régional, de renforcer les capacités humaines et institutionnelles en vue de permettre la conjugaison appropriée et institutionnelle des ressources financières, y compris au niveau de l'État et des collectivités locales, et de mettre en place des systèmes de suivi pour assurer la mise en œuvre des stratégies en faveur de l'économie verte.

Discussions et recommandations

15. Les experts ont accueilli avec satisfaction les deux exposés, en soutenant que les messages respectifs essentiels sont bien fondés. Ils ont réitéré la nécessité absolue de renforcer la compréhension commune de « l'économie verte » et de « la croissance inclusive et verte » à tous les niveaux en vue de permettre la formulation et la mise en œuvre des stratégies et pratiques définies sur le plan national par les parties prenantes. Tout en notant qu'il n'y avait pas de définition commune sur le concept de l'économie verte, ils ont convenu d'adopter la définition du PNUE selon laquelle

l'économie verte est "une économie qui engendre une amélioration du bien-être humain et de la justice sociale, tout en réduisant sensiblement les risques environnementaux et les pénuries écologiques."

16. Des normes uniformes dans les pays doivent être développées et adoptées pour faciliter l'observation des pratiques convenues au niveau sous-régional pour s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les effets. Ils se sont réjouis de la tenue de cette réunion, qui représentait un forum permettant le partage de la compréhension sur l'économie verte, et ont fait valoir qu'un tel partage permettra en effet aux différents points de vue de converger vers une compréhension commune du concept. Toutefois, ils ont souligné que la participation de tous les acteurs, notamment la société civile et le secteur privé, sera essentielle pour parvenir à une telle compréhension commune de l'économie verte et de la croissance verte.

17. Les experts ont pris note de la déclaration finale de la *Conférence des Nations Unies pour le développement durable (Rio+20 en 2012* et se sont félicités de l'accent placé sur la nécessité d'adaptation de l'économie verte pour parvenir à éradiquer la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire, pour mettre en place une gestion rationnelle des ressources en eau et pour garantir à tous l'accès aux services énergétiques modernes, etc. Les experts ont noté que, dans le contexte de l'Afrique, l'économie verte doit assurer une croissance économique continue en prenant en compte, de manière intégrée, les dimensions économiques, écologiques et sociales. A cet égard, ils ont souligné l'importance de: a) l'augmentation des possibilités de création d'emplois; b) l'éradication de la pauvreté; c) la distribution équitable des revenus, la création de richesses et la répartition équitable des richesses; et d) la qualité et de la quantité accrues du capital d'actifs naturels.

18. Les experts ont fait observer que l'Afrique a encore du chemin à parcourir pour parvenir à une mitigation du changement climatique dans la mesure où les coûts de transition vers une économie verte sont exorbitants et s'accompagnent de nombreuses pertes d'emplois, du moins dans le court terme. Selon eux, dans la mesure où les tendances du changement climatique évoluent très rapidement, et que ce sont les pays développés qui polluent le plus l'environnement, c'est à eux qu'il reviendrait de supporter la majeure partie des coûts liés à la transition vers une économie verte, y compris l'indemnisation des pays pauvres pour les coûts de cette transition. Les experts ont souligné la nécessité de ne jamais utiliser l'économie verte comme un aspect de l'aide, du commerce ou de toute autre conditionnalité.

19. Les experts ont vivement accueilli les efforts déployés pour le renforcement des capacités en matière de changement climatique et d'économie verte. Toutefois, ils ont estimé que d'énormes

ressources seraient nécessaires pour assurer que ces efforts finissent par porter leurs fruits. A cet égard, ils ont demandé une évaluation systématique des besoins en capacités pour créer une base de données adéquate qui servira de base à la mobilisation de ressources au niveau local et mondial. Pour cela, les bénéfices à long terme (emplois, croissance) et les possibilités offertes par l'économie verte doivent être soulignés au regard des coûts de transition dans le court terme.

20. A la suite des délibérations, les experts ont recommandé que:

- les acteurs régionaux et internationaux doivent rapidement parvenir à une compréhension commune de l'économie verte et de la croissance inclusive et verte en vue de faciliter la formulation d'approches efficaces en matière de transition;
- les pays en développement doivent être aidés pour pouvoir effectuer la transition vers l'économie verte, dans la mesure où la non prise en compte des méthodes actuelles qui favorisent la croissance (par exemple, ôcouper les arbres) entraînerait des coûts excessifs et pourrait réduire à néant les progrès socioéconomiques réalisés jusqu'ici; et
- en particulier, les pays développés doivent honorer leurs engagements en fournissant de l'aide aux pays en développement dans le contexte de Rio+20.

7 2^{ème} session plénière: Initiatives régionales pour l'économie verte en Afrique de l'Ouest

Présentation

21. Au cours de la séance plénière, cinq exposés ont été faits. Dans le premier exposé, le représentant de la Commission de la CEDEAO a présenté la *politique environnementale de la CEDEAO* qui aborde les préoccupations suivantes: changement climatique, pollution atmosphérique, déforestation, conservation de la diversité biologique, désertification, érosion côtière et déchets. La politique contribue, entre autres, à la gestion durable des ressources naturelles pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, assurer la conservation ou la restauration durable d'un environnement sain et favoriser les partenariats pour l'amélioration de l'environnement.

22. Pour mettre en œuvre la politique environnementale de la CEDEAO, la Commission de la CEDEAO, avec l'appui technique de la division de statistique de l'ONU (UNSD) et des experts régionaux, a développé un « Cadre pour le renforcement des capacités dans le développement et l'institutionnalisation des statistiques environnementales dans l'espace CEDEAO » en vue de construire une base solide de connaissances sur les statistiques de l'environnement. En outre, la Commission a élaboré des indicateurs environnementaux et des fiches méthodologiques, et envisage aussi de produire un premier recueil régional des statistiques de l'environnement avec des données nationales, régionales et internationales. Malgré tous ces efforts, le présentateur a souligné les

difficultés dans l'obtention des statistiques nécessaires de l'environnement dans de nombreux endroits de la région et dans de nombreuses régions du monde. A cet égard, un certain nombre d'ateliers ont été organisés pour promouvoir, et pour mobiliser les appuis en faveur de l'obtention des données.

23. Le représentant du Centre africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ACMAD) a souligné la contribution du Centre au renforcement des capacités des États de l'Afrique de l'Ouest en matière d'économie verte pour l'atténuation du changement climatique, avec l'objectif de transformer les données climatiques et environnementales en ressources pour le développement durable. Parmi les principaux services fournis par l'ACMAD, l'orateur a indiqué la production et la diffusion de l'information climatologique (diagnostic et prévision saisonnière du climat), prévention des risques et évaluation de l'impact du climat (alerte en cas d'inondation et de sécheresse), et modélisation climatique.

24. La présentation du Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) était axée sur plusieurs initiatives qui appuient le concept d'une économie verte sans la sous-région. Il s'agit notamment: de l'appui aux politiques sur la gestion durable des terres et la lutte contre la désertification, de la formation, des systèmes d'information sur l'environnement, de la recherche, et des programmes d'investissement dans différents pays.

25. Le représentant de la Commission de l'UEMOA a présenté la Politique commune d'amélioration de l'environnement (PCAE) et l'Initiative régionale pour l'énergie durable (IREN). La Politique commune d'amélioration de l'environnement (PCAE) a pour vision la réalisation d'un espace socioéconomique et géopolitique restauré dans la bonne gouvernance, intégré dans un environnement sain, dont les ressources naturelles en équilibre soutiennent le développement durable des communautés dans la sous-région, notamment leur affranchissement de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. L'objectif stratégique de l'Initiative régionale pour l'énergie durable (IREN) est de permettre aux citoyens de l'Union d'accéder à une énergie à bas prix, au sein d'un marché d'échanges d'énergie électrique, produisant une énergie propre, et s'appuyant sur un partenariat public-privé dynamique.

26. Dans sa présentation, la représentante du Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO (CEREEC) a fait ressortir la situation énergétique en Afrique de l'Ouest. Elle a indiqué aux experts que les défis de la pauvreté énergétique, de la sécurité énergétique et de l'atténuation et l'adaptation face aux changements climatiques sont étroitement liés. Elle a affirmé que l'Afrique de l'Ouest a l'un des plus faibles taux de consommation d'électricité au

monde, et que les pauvres consacrent une plus grande proportion de leur revenu à des services énergétiques de mauvaise qualité. Pourtant, le potentiel énergétique de la sous-région demeure inexploité et comprend la bioénergie, l'énergie éolienne et l'énergie solaire. Les principales contraintes relatives à l'exploitation de ce potentiel portent sur les problèmes financiers, les questions politiques et institutionnelles, le déficit en matière de capacité et les carences entourant la technologie.

Discussions et recommandations

27. Tout en saluant les efforts accomplis par les différents groupes sous-régionaux pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques, les experts ont exprimé des inquiétudes au regard de l'absence de synergie entre ces groupes. A cet effet, il existe clairement des possibilités de coopération permettant une optimisation de la fourniture de services aux États membres. Les experts ont mentionné qu'il y avait de nombreuses études sur le changement climatique et les questions connexes dans la sous-région, avec de nombreuses recommandations, mais il y a peu de suivi. Les raisons pour lesquelles les recommandations n'ont pas été appliquées s'expliquent en partie par l'absence de collaboration et de coopération entre les institutions.

28. Les experts ont noté avec préoccupation que certaines estimations pourraient ne pas être réalistes. Ils se sont accordés à reconnaître avec les auteurs des présentations qu'en effet, l'Afrique peut facilement répondre à ses besoins énergétiques (à titre d'exemple, la RDC peut approvisionner tout le continent à travers l'énergie hydroélectrique), mais on doit déplorer le manque de volonté politique et le manque d'engagement des investisseurs pour exploiter ce potentiel.

29. Concernant la fonctionnalité et l'efficacité du système institutionnel, les experts se sont déclarés préoccupés de constater que les systèmes d'alerte précoce ne fonctionnent pas comme ils devraient, en ce sens que les communautés rurales ne reçoivent pas l'alerte à temps. Les organisations travaillent seulement avec les échelons supérieurs de l'administration, les échanges d'informations avec les gouvernements ne signifient pas nécessairement que celles-ci sont relayées dans les meilleurs délais auprès des communautés exposées.

30. En préconisant des solutions locales à certains problèmes climatiques, les experts s'interrogent sur le fait que les pays développés soient tentés de créer un marché pour leurs produits en Afrique en soulevant des questions qui ne seraient pas des priorités pour la sous-région, et par conséquent les priorités en matière de climat de la sous-région pourraient être biaisées en la faveur des pays développés et sans liens avec celles qui sont de la sous-région elle-même.

31. En résumé, les experts ont recommandé que :

- les institutions qui interviennent dans le domaine du changement climatique et de l'économie verte doivent collaborer entre elles afin de tirer parti de l'avantage comparatif de chacune, et ainsi mieux servir les États membres;
- les données sur le changement climatique devraient être une priorité et devraient servir de base pour la formulation de politiques; et
- Même si le changement climatique est un phénomène global, les régions sont très diversement affectées. Par conséquent, les solutions doivent être adaptées en vue de relever les défis particuliers à l'échelon national ou régional.

8 Initiatives pour une économie verte en Afrique de l'Ouest: les expériences des pays

Présentations

32. Cinq experts ont partagé les expériences de leurs pays en matière d'économie verte et ont indiqué les activités et programmes entrepris pour renforcer les capacités. Dans l'exposé du Libéria, il a été mentionné que le Libéria est vulnérable aux effets néfastes du changement climatique. Les facteurs qui contribuent au changement climatique au Libéria comprennent les activités agricoles inadaptées, les pratiques d'exploitation forestière non durables, l'exploitation minière sur les côtes non réglementée, une forte consommation de la biomasse et la baisse des débits fluviaux due à la forte évaporation. Le Programme d'action nationale pour l'adaptation aux changements climatiques (PANA) du Libéria a été élaboré en 2007 suite aux initiatives émanant de la septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La préparation du PANA a été faite sur la base des orientations fournies par le Groupe d'experts des pays les moins avancés. Le PANA tient explicitement compte des synergies entre l'adaptation, les plans nationaux de développement du Libéria et les initiatives multilatérales telles que les OMD et les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité. Trois projets pilotes ont été créés: (i) le Projet d'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques, qui vise à accroître la résilience des communautés pauvres vivant essentiellement de l'agriculture et de réduire la vulnérabilité du secteur agricole face à la variabilité climatique au Libéria, (ii) le Projet de défense des côtes, qui a été élaboré pour renforcer la capacité du gouvernement à gérer l'érosion côtière et ses impacts, et (iii) le Projet du système d'alerte climatique précoce.

33. La Sierra Leone cherche à empêcher la déforestation à travers l'économie verte. A cet effet, le gouvernement a élaboré une stratégie et des plans d'action nationaux pour la biodiversité qui garantissent que les ressources sont affectées aux activités de lutte contre la déforestation, tout comme la mutualisation des appuis communautaires nécessaires. Il y a aussi les projets de plantation d'arbres et des zones humides afin de renforcer les efforts de reboisement.

34. Dans son intervention au cours de la rencontre, le représentant du Sénégal a souligné l'expérience de son pays dans la promotion de l'économie verte. L'orateur a relevé les défis rencontrés dans la mise en œuvre des politiques d'ajustements concernant notamment la protection sociale, les ressources humaines, le transport, le commerce, l'énergie, les initiatives stratégiques qui prennent en compte les préoccupations environnementales et la gestion des ressources naturelles. L'exposé a également porté sur les perspectives du Sénégal en matière d'économie verte, qui demandent, entre autres, une forte volonté politique et la participation du secteur privé.

35. Les orateurs qui ont présenté les cas du Mali et Niger, deux pays situés dans la région du Sahel, faisant allusion aux sécheresses dont la gravité et la fréquence croissantes ont été alarmantes pour les deux pays. L'accroissement de l'insécurité alimentaire et l'aggravation de la pauvreté ont eu pour conséquence les déplacements de population. Le Mali a établi un Fonds pour le climat pour gérer certaines situations d'urgence relatives aux pluies insuffisantes. Dans ces deux pays, certaines stratégies, qui ont été bien planifiées, ont été perturbées par des dérapages liés à la gouvernance; cela signifie que cette situation s'est traduite par une mise en œuvre, au mieux, fragmentaire des mesures et dispositions. Ces deux pays étant des importateurs nets de denrées alimentaires, la crise des prix des produits alimentaires à l'échelle mondiale a eu un impact négatif sur les finances publiques. En outre, on peut observer des signes reflétant la lassitude des donateurs.

Discussions et recommandations

36. Après avoir entendu les différentes présentations des pays, les experts ont dit que ces expériences ne sont pas en effet spécifiques à chaque pays, mais qu'elles avaient des dimensions sous-régionales et régionales. Par conséquent, les discussions des experts ont essentiellement porté sur les questions transnationales, en soulignant que les questions de changement climatique et la mise en place de l'économie verte doivent être considérées comme faisant partie et un appui du processus de l'intégration régionale. De ce point de vue, ils ont soutenu que, dans le contexte de l'Afrique, l'économie verte doit assurer une croissance économique continue en intégrant de manière équilibrée les aspects économiques, écologiques et sociaux. A cet égard, ils ont souligné l'importance de: a) l'augmentation des possibilités de création d'emplois; b) l'éradication de la pauvreté; c) la

distribution équitable des revenus, la création de richesses et la répartition des richesses; et d) la qualité et la quantité accrues du capital d'actifs naturels.

37. Les experts ont également souligné les défis communs, auxquels sont confrontés les États membres et la sous-région, et qui doivent être résolus afin d'exploiter les possibilités qu'offre l'économie verte. Pour la clarté de leurs arguments, ils ont souligné les défis communs nationaux et transnationaux suivants: i) les coûts élevés et les investissements liés à la transition vers une économie verte dans un environnement à accès très limité aux mécanismes de financement; ii) faible capacité en matière de ressources humaines et faible capacité technique pour développer et promouvoir une économie verte; iii) engagement insuffisant et manque d'appropriation de la part de tous les acteurs dans le processus de formulation et de mise en œuvre des initiatives pour une économie verte; iv) absence de données et manque d'informations, notamment les indicateurs de l'indice, nécessaires pour la formulation, la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi des initiatives pour une économie verte; v) insuffisance du cadre politique et réglementaire pour fournir des orientations claires et des incitations pour la transition vers une croissance verte; vi) manque de leadership au niveau politique et stratégique pour défendre la cause de l'économie verte; et vii) partenariat faible avec les institutions financières et techniques, ainsi que les partenaires au développement.

38. En résumant leurs délibérations, les experts ont formulé les recommandations suivantes:

- les États membres doivent développer des cadres institutionnels, qui impliqueront les ministères sectoriels, les services et organismes gouvernementaux, le secteur privé et les OSC pour donner des orientations dans l'élaboration des stratégies en faveur d'une économie verte, et s'assurer que celles-ci sont effectivement intégrées dans les stratégies et plans de développement à moyen et à long terme au niveau national;
- les organisations sous-régionales de l'Afrique de l'Ouest avec l'appui de la CEA, de la CUA, de la BAD et des autres partenaires au développement doivent appuyer et renforcer les activités de renforcement des capacités des pays dans la région pour le passage à une économie verte à travers notamment: i) la production des données et des informations sur les indicateurs de l'économie verte basés sur les statistiques environnementales fournies par la CEDEAO; ii) la conduite d'études ciblées sur les coûts et les avantages de l'économie verte; iii) l'accès aux financements et boîte à outils concernant les initiatives en faveur d'une économie verte; et iv) l'identification, la documentation et le partage concernant les bonnes pratiques sur l'économie verte;
- l'économie verte et la croissance verte inclusive doivent être intégrées dans les programmes d'enseignement général, professionnel et technique, et les programmes de formation des

institutions compétentes au niveau régional, national et local. Pour que ces institutions puissent efficacement mener des activités de renforcement des capacités, leurs propres capacités doivent être renforcées, et leurs synergies doivent être optimisées pour des questions d'efficacité et d'efficacités; et

- les experts ont proposé qu'une feuille de route soit élaborée et que sa mise en œuvre soit dirigée par les principales CER comme la CEDEAO et l'UEMOA. Les experts ont indiqué que ces organisations susciteront le leadership nécessaire pour défendre la cause de l'économie verte et ses initiatives.

9 4^{ème} session plénière: adoption de la déclaration finale de l'atelier

39. Les experts ont longuement discuté sur le projet de déclaration finale de la réunion. Ils ont reformulé certaines recommandations principales, et ont demandé au secrétariat de finaliser et de distribuer le rapport de la réunion. Leurs recommandations ont été incorporées dans les différentes parties du présent rapport.

10 Cérémonie de clôture

40. Au cours de la cérémonie de clôture, le Chargé de bureau de la CEA, BSR-AO a remercié les experts pour leurs contributions actives et pour l'excellente qualité des exposés. L'enthousiasme des experts a été amplement démontré par leur présence massive à la séance de clôture, ce qui souligne leur haute considération sur les questions relatives à l'économie verte et au changement climatique.
41. Dans son discours de clôture, le Directeur de Cabinet du Ministre du Plan, M. Ouei Gueu, a aussi remercié les experts pour leurs délibérations et recommandations pertinentes. Il a remercié à nouveau la CEA pour avoir appuyé le processus de retour à la démocratie dans son pays en organisant la Réunion ad hoc du groupe des experts à Abidjan. Il a rappelé la question du grave enjeu des changements climatiques, l'importance de comprendre les conditions météorologiques et leur impact sur nos modes de vie. Il a exprimé l'espoir que les résolutions de Rio+20 trouveront leur expression concrète dans l'atténuation du changement climatique et dans l'assistance financière et technique à la sous-région pour lui permettre de faire face au changement climatique et de continuer de prospérer.

ANNEXE 1

Programme de travail provisoire

1. Cérémonie d'ouverture

- Allocution de bienvenue prononcée par le Chargé de bureau de la CEA, Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest
- Discours d'ouverture prononcé par le Représentant du Gouvernement de la Côte d'Ivoire
- Election du bureau
- Adoption de l'ordre du jour

2. Objectifs de la réunion et résultats attendus

- Objectifs et résultats attendus de la réunion

3. 1^{ère} session plénière: économie verte: concept et contexte

- Evolutions et initiatives récentes pour l'économie verte, y compris Rio+20, à l'échelle mondiale et régionale
- Présentation de l'étude « *renforcement des capacités des Etats d'Afrique de l'Ouest en matière d'économie verte en vue d'atténuer les effets du changement climatique* »

4. 2^{ème} session plénière: initiatives régionales pour l'économie verte en Afrique de l'Ouest

- Documents juridiques de la CEDEAO/de l'UEMOA sur l'économie verte
- initiatives de la CEDEAO/de l'UEMOA pour l'économie verte
- Autres initiatives des OIG pour la promotion de l'économie verte en Afrique de l'Ouest

5. 3^{ème} session plénière: initiatives pour l'économie verte en Afrique de l'Ouest: les expériences des pays

6. 4^{ème} session plénière: adoption de la déclaration finale

Cérémonie de clôture

ANNEXE 2

Liste des participants

PAYS

Burkina Faso

1. BOTONI Edwige
Expert en Gestion des Ressources Naturelles
Ministère de l'Agriculture
Tel: +226 50 49 96 00
Ouagadougou
Email: Edwige.botoni@cilss.bf

2. SAWADOGO Yacouba
Chef de service chargé d'Études
Ministère de l'Économie et des Finances
Tel : +226 78 28 20 23
Ouagadougou
Email : Yacouba_sawadogo@yahoo.fr

Côte d'Ivoire

3. TOHOUGBE Yebouan Anatole
Conseiller du Ministre
Ministère d'État, Ministère du Plan et du Développement
Tel : +225 20 20 08 87
Abidjan
Email : groupefisera@yahoo.fr

4. MAHOUAGBEU Alina Epse OUATTARA
Chef Adjoint CCS
Ministère du Plan
Tel : +225 01 74 16 15
Abidjan
Email : g_alinam@yahoo.fr

5. Dr KOUADIO Alain Serges
Directeur de l'Économie Verte et de la RSE
Ministère de l'Environnement et du Développement
Tel: +225 08 88 22 69/02 10 23 58
Abidjan
Email: kouadioal@hotmail.com

6. GALA N'Guessan Celestin
Chef de service Ministère de l'Agriculture Tel : +225
20 21 85 26/05 61 62 26
Abidjan
Email: galacelestin@yahoo.fr

7. LOUKOU Kofi Jules
Président de CDD de CSCI
Tel : +225 05 46 07 71/03 12 33 95
Abidjan
Email: loukoujules@yahoo.fr

8. GUEU Gaston
Conseiller Technique
Ministère d'État, Ministère du Plan et du Développement
Tel : +225 20 20 09 74/07 10 85 13
Abidjan
Email : gueug@yahoo.fr

9. KOUAME Sebastien
S/Directeur AR Ministère de l'Agriculture Tel : +225
06 17 78 53
Abidjan
Email: sebastienkouame@ymail.com

10. SARR Blandine
Conseiller Technique
Ministère du Plan Côte d'Ivoire
Tel: +225 07 59 20 25/42 59 72 00
Abidjan
Email: Dina-sarr@yahoo.fr

11. SEGUY Mathieu N'Guessan
DG Aménagement du Territoire
Tel : +225 07 45 23 73
Abidjan
Email : nguessanseguyathieu@yahoo.fr

12. BOTI-DOUAYOUA Rachel
Coordonateur MDP
Agence Nationale de l'Environnement CI
Tel : +225 22 43 23 10
Abidjan
Email : rbdouayoua@gmail.com

13. KONE Matogoma
Conseiller Techn. Aff. Sociales
Ministère du Transport CI
Tel : +225 02 02 63 63
Abidjan
Email: mamaseguelom@yahoo.fr

14. SEBE Kane
Directeur Informatique Ministère du Plan CI Tel : +225
09 09 61 77
Abidjan
Email: Sebekane71@yahoo.fr

15. MBOUA Clara Epse TRA BI
Comité d'Organisation
Tel : +225 07 64 15 04
Abidjan
Email: claratrabi@yahoo.fr

16. GUE Emmanuel
Chargé d'Études Ministère du Plan CI
Tel : +225 08 97 63 47
Abidjan
Email : Gueemmanuel9@yahoo.fr

17. ARAFAN Haidara
 Directeur du Reboisement et du Cadastre Forestier
 Ministère des Eaux et Forêt de Côte d'Ivoire
 Tel : +225 01 06 61 75/ 42 11 81 64
 Abidjan
 Email : arafanhaidara@yahoo.fr

18. GUEDE Guélé Damienne
 Secrétaire (Comité d'Organisation)
 Tel : +225 07 53 81 83
 Abidjan
 Email : damiennegud@yahoo.fr

19. ABOUT Gustave
 D.G Développement, Ministère de l'Environnement
 Abidjan
 Email : aboouagustave@gmail.com

20. OUALOU Kollou
 Conseiller Technique Ministère des Eaux et Forêt
 Tel : +225 07 58 40 84
 Abidjan
 Email : oualoukollou@gmail.com

21. SORO Bintou
 Assistante, Ministère du plan et du Développement
 (Côte d'Ivoire)
 Tel : +225 47 92 56 81
 Fax : +225 20 22 48 08
 Abidjan
 Email : Djodjeme_foundjinguin@yahoo.fr

22. NGUESSAN Kouadio Simplicien S/D Etudes de
 Planification
 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
 Tel : +225 20 22 20 21/ 07 90 08 13
 Abidjan
 Email : K_simplice@yahoo.fr

23. ZRAKPA Yadi Charles
 Informaticien, Ministère du Plan et du
 Développement
 Tel : +225 07 51 83 21/ 55 44 33 99
 Abidjan
 Email : zrakpa@yahoo.fr

24. SERIKPA Dago Augustin
 Représentant FIPME
 01 BP 12155 Abidjan 01
 Email: serikpa@hotmail.com

25. EHUI Brou
 Informaticienne, FIPME
 Tel : +225 44 07 24 12/08 85 37 42
 Abidjan
 Email : apexivoire@gmail.com

26. KOBLAN Alouko Narcisse
 Ingénieur chargé d'Etudes en Energies Renouvelables
 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie
 Tel: +225 20 20 61 25/07 80 35 57
 Abidjan
 Email: Alouko_narcisse@yahoo.fr

Gambie

27. BARRY Swaibou
 Deputy Director of Budget
 Ministry of finance and Economic Affairs
 Tel: +220 79 58 800
 Banjul
 Email: shdca@hotmail.com

Guinée

28. KPOGHOMOU Niankoye
 Conseiller Principal
 Ministère de l'Agriculture
 Conakry
 Tel : +224 68 12 73 66
 Email : kpoghmouniankoye@yahoo.fr

Guinée-Bissau

29. JANDI Issa
 Coordonateur DSRP
 Tel : +245 664 52 11
 Bissau
 Email : Issadjandi@hotmail.com

Libéria

30. MC CLAIN Charles
 Deputy Minister
 Ministry of Agriculture
 Monrovia
 Tel: +231 886 874 343
 Email: worjolah@gmail.com

31. KARNEY Morris M.
 Chief of mission
 Tel: ++ 231 66 57 00 04
 Monrovia
 Email: Garmodeh49@yahoo.com

Mali

32. MAIGA Agalyou A.
 Chef Département Environnement et Dev/AEDD
 Bamako
 Tel : +223 76 42 70 18/+223 60 76 25 92
 Email : maigaagalyoualkassoum@yahoo.fr

33. DIALLO Seydoumanou
 Conseiller Technique
 Ministère de l'Agriculture
 Tel : +223 665 447 69
 Bamako
 Email : Sndiallo42@yahoo.fr

Niger

34. MOUSSA née SIDDO Mariama
 Directrice de l'Intégration Régionale
 Tel : +227 93 92 28 63
 Niamey
 Email : Siddo_mariama@yahoo.fr

35. Djibo Ibrahim
Chef de Division
Ministère du Plan
Niamey
Tel: +227 96 96 34 8/+227 20 72 32 58
Email: djibrah@yahoo.fr

Sénégal

36. DIA Mohamadou Lamine
Conseiller technique du ministre de l'Agriculture
Tel : +221 58 90 90 17/ +221 77 543 81 21
Dakar
Email : Mlad63@hotmail.com

37. DIAKHABY Sekhou
Directeur Planification/MEF
Ministère de l'Economie et des Finances
Tel : +221 77 65 13 369/221 33 82 14 437
Dakar
Email : Diafa2000@hotmail.com

Sierra Leone

38. KOROMA Joseph Seisay
Director Ministry of Agriculture
Tel: +232 76 660 191
Freetown
Email: jopaygie@yahoo.fr

39. WARRTTAY Mohamed Kay
Deputy Director
Ministry of Finance and Economic S. Leone
Tel: +232 76 658 1117
Freetown
Email: Mkaywarritay6@yahoo.com

Togo

40. BOKOUI Kossi Mawuena
Inspecteur du Trésor chargé d'Etudes
Ministère de l'Economie
Tel : +228 90 14 88 28/+228 22 21 02 50
Lomé
Email : bkmawuena@yahoo.fr

Organisations Intergouvernementales

41. AJAERO Christopher Uchay
P.O Statistics
ECOWAS Commission
Abuja, Nigeria
Email: Chris-glory@yahoo.com

42. AGOSSA Ogowa Laurent
UEMOA Commission
Tél. : +226 50 31 88 73 à 76
Ouagadougou, Burkina Faso
Email : lagos@uemoa.int

43. ATAYI AGBOBLY Ayih
UEMOA Commission
Tél. : +226 50 31 88 73 à 76
Ouagadougou, Burkina Faso
Email : aagbobly@uemoa.int

44. Dr ADELEGAN Joseph
Chef de Division UEDD
BIDC Lomé, Togo
Tel : +228 22 23 0328
Email : Dr.joseph.adelegan@gmail.com

45. NGAMPANA Roland Frédéric
Expert chargé des Statistiques d'Entreprise
AFRISTAT, Bamako, Mali
Tel : (+223) 76 17 68 38
Email : Roland.ngampana@afristat.org

46. SANOGO Moumouni
Chef de service Environnement Et de la Pêche
Autorité de Développement Intégré Région du Liptako-
Gourma, ALG
Ouagadougou, Burkina Faso
Tel : +226 50 30 61 49
Email: moumounisanogo@yahoo.fr

47. MBAIGUEDEM Miambaye
Expert Climatologue
ACMAD Niamey, Niger
Tel: +227 94 15 08 32
Email: gmbaignedem@yahoo.fr

48. MORIBAH Simeon
Deputy Secretary General
Mano River Union, MRU
Freetown, Sierra Leone
Tel: +232 76 82 27 40
Email: momohena@yahoo.com

49. SISSOHO Momodou
Principal Economist
West African Monetary Institute, WAMI
Tel: +223 20 87 68 056
Accra, Ghana
Email: msissoho@wami-ima.org

50. DIA Andalla
Principal Economist
West African Monetary Agency , WAMA
Tel: +232 33 88 66 02
Freetown, Sierra Leone
Email: andalladia@hotmail.com

51. FALL Aminata
Assistante de Projet
CEDEAO/ ECREEE
Tel: + 238 26 04 630
Praia, Cape Verde
Email: afall@ecreee.org

Organisations du système des Nations Unies

52. KOYARA Marie Noelle
Représentante FAO
Abidjan, Côte d'Ivoire
Tel : 22 40 59 20

Consultants

53. SARR Secou
Directeur ENDA-Energie
Tel : +221 33 822 24 96
Dakar, Sénégal
Email : Secousarr@endatiersmonde.org

54. NANASTA Djmingue
Chargé de Programme
ENDA Energie (Sénégal)
Tel : 221 77 43 93 166/221 33 82 25 983/221 33 82 17 595
Dakar, Sénégal
Email : dnanasta@yahoo.fr

55. GNING Ousmane
Chargé de Projet
ENDA Energie
Tel : +221 77 27 93 483
Dakar, Sénégal
Email : Gning1@hotmail.fr

56. Dr HENRI Mathieu Lo
Enseignant Chercheur Université Cheikh Anta Diop
(Dakar, Sénégal)
Tel : 221 77 64 45 119
Email : henrimathieu02@gmail.com ,
lohenrimathieu@yahoo.fr

57. SECK Moussa
Président PANAAC
Tel : +221 77 61 90 259
Dakar, Sénégal
Email : mdialawseck@yahoo.fr

Interprètes

58. Edgard GNIDEHOUE
Interprète
Côte d'Ivoire
Tel : +225 07 20 58 37
Email : egnidehoue@hotmail.com

59. GUIGUI Georges
Interprète
Côte d'Ivoire
Tel : +225 07 80 24
Email : guilegbro@yahoo.com

CEA

60. Aboubacry Lom
Directeur, BSR-AO
Tel: + 227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email: alom@uneca.org

61. ASHEBIR Desalegn
PMO, Addis Ababa, Ethiopia
Tel : +251 911 40 4695
Email : adesalegn@uneca.org

62. AKOL Charles Michael
Environnemental Affairs Officer
UNECA, Addis Ababa , Ethiopia
Tel : +251 911 36 03 08
Email : cakol@uneca.org

63. Joseph Foubi
Economic Affairs Officer, SROWA
Tel: + 227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email: fjoseph@uneca.org

64. Mzwanele G. Mfunwa
Economic Affairs Officer, SROWA
Tel: + 227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email : mmfunwa@uneca.org

65. Selamawit Abebe
Economic Affairs Officer, SROWA
Tel: + 227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email: selamawitA@uneca.org

66. Dana Palade
Communication Officer, SROWA
Tel : +227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email : dpalade@uneca.org

67. AKOCHAYE DENIS Privat
Knowledge Management Officer, SROWA
Tel: +227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email: pdenisakochaye@uneca.org

68. Jean-Baptiste Eken
Administrative and Finance Officer, SROWA
Tel: +227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email: jbeken@uneca.org

69. Abdilkader Chefou
Finance Assistant, SROWA
Tel: +227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email: achefou@uneca.org

70. Balkissa Allagbada
Staff Assistant, SROWA
Tel: + 227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email: abalkissa@uneca.org

71. Kadijiatou Amadou
Staff Assistant, SROWA
Tel: + 227 20 72 29 61
Niamey, Niger
Email: kamadou@uneca.org

Autres

72. AYEKAHO epse WALLACE Peggie
ONG HUDAS
Tel : +225 05 64 56 94/57 99 95 02
Abidjan, Cote d'Ivoire
Email : ropegie@yahoo.fr

73. DIOMANDE Kouiti Stephane
Ingénieur Télécom, Côte d'Ivoire
Tel : +225 08 89 58 10/58 48 34 61
Email : dk_steph01@yahoo.fr

74. ISSA Siene
Protocole, Abidjan, Cote d'Ivoire
Tel : +225 05 65 90 83

75. EHOUAN Taï
Chef de Service BNETD
Tel : +225 22 48 34 61/01 32 16 04
Abidjan, Cote d'Ivoire
Email : etai@bnetd.ci, tehouan@yahoo.com

76. AKICHI Alain Roger
Maître de Cérémonie, Côte d'Ivoire
Tel : +225 05 79 00 28

77. OUATTARA Adama Tiedalan
Juriste Fiscal, ONG HUDUS
Tel : +225 05 27 98 17
Abidjan, Cote d'Ivoire

78. SOUMAHORO Bintou
Côte d'Ivoire (CI)
Tel : + 225 41 63 59 17
Email : b.soumahoro@hotmail.com

79. DEYOUUEU Topkpa Fabrice
Côte d'Ivoire (CI)
Tel : +225 47 72 46 00

80. GBATHO Constant
Côte d'Ivoire
Tel : +225 47 29 79 32/ 45 79 30 22

81. YAO Eugène
Journaliste, Fratmat.info
Tel : +225 08 30 50 15/40 56 57 09
Abidjan, Cote d'Ivoire
Email : Ekycis-@yahoo.fr

82. NGUESSAN Saran Eunice Blassony
Expert, Côte d'Ivoire
Tel : +225 67 01 86 19
Email : eunicesaran@yahoo.fr

83. BECKET Anne Leaticia
Etudiante, Côte d'Ivoire
Tel : +225 40 25 68 27/58 31 30 18
Email : AnneleaticiaBecket@yahoo.fr